

contribution du Japon aux sorties mondiales de capitaux en vue d'investissements en portefeuille a bondi de 20 p. 100 vers la fin des années 70 à 50 p. 100 à la fin de la dernière décennie.¹⁶ Le revenu par habitant au Japon a connu un accroissement remarquable, doublant au cours des dix dernières années pour s'établir à 19 100 \$ US, ce qui a créé un important marché de consommateurs aisés.¹⁷ Fort de cette étonnante transformation, le Japon exerce de plus en plus d'influence sur la gestion des politiques économique et commerciale à l'échelle mondiale. Sur le plan régional, il continue de consolider sa position économique à travers le bassin du Pacifique au moyen du commerce, de l'aide, de prêts et d'investissements dans les secteurs de la transformation et des services.

Le Canada a su profiter, faisant même preuve d'une certaine ingéniosité, des débouchés qu'offrait l'essor économique du Japon. La valeur de nos exportations de marchandises vers le Japon a plus que quintuplé pendant les années 70 et elle a pratiquement doublé ensuite pendant la dernière décennie. Les exportations ont atteint leur sommet, soit près de 9 milliards de dollars, en 1989. Notre part du marché japonais des importations est passée de 3,1 p. 100 en 1981 à 4,4 p. 100 en 1988. Le volume de l'investissement direct japonais au Canada a plus que doublé après le milieu de la dernière décennie, atteignant 5,3 milliards de dollars en 1991. L'importance des instruments d'investissement en portefeuille détenus par des Japonais s'est accrue de façon encore plus marquée : de 6,4 milliards en 1983 à 58 milliards de dollars en 1991, la part japonaise du total des avoirs étrangers quadruplant pendant cette période.

Reste que les motifs de frustration dans les relations économiques canado-japonaises sont évidents, eux aussi, et tracent clairement les limites du bilatéralisme. Le Canada n'a attiré que 1 p. 100 des sorties d'investissements directs japonais à l'étranger de 1985 à 1990. La part des investissements directs au Canada faits par le Japon n'a que légèrement progressé et, puisqu'elle représentait 4,1 p. 100 du total de l'IED en 1991, elle demeure bien en deçà de ce qu'elle pourrait être et nettement inférieure à l'engagement et à la confiance à l'égard du Canada démontrés par les grands pays européens et par les Américains

¹⁶ Elle a ensuite chuté en 1990 et en 1991, revenant à 26 p. 100.

¹⁷ Au sein du G-7, le Canada a devancé de justesse le Japon au troisième rang, derrière l'Allemagne (19 500 \$) et les États-Unis (22 200 \$). Tous les chiffres donnés pour 1991 sont établis en fonction d'une parité du pouvoir d'achat.